

Le Parisien, 5 juillet 2014

Date : 06/07/2014

Pays : FRANCE

Page(s) : 9

Rubrique : Politique

Diffusion : 250647

Périodicité : Quotidien

Surface : 13 %



Le Sénat rejette la carte des régions

IL AURAIT PU l'amender ou le modifier. Mais le Sénat a rejeté hier après-midi, dans le cadre de l'examen de la réforme territoriale, la nouvelle carte des régions (ramenée de 23 à 14) dessinée par le gouvernement début juin et aussitôt contestée.

L'amendement supprimant l'article 1 du projet de loi a été voté par 177 sénateurs — UMP, radicaux de gauche et communistes — alors que 153 ont voté contre, dont les socialistes et une partie des centristes. Les écologistes se sont abstenus. Le texte se retrouve ainsi amputé d'un de ses deux volets, le second concernant le report à décembre 2015 des élections cantonales et régionales prévues en mars. Ce faisant, les sénateurs, représentants des collectivités locales, laissent la main à l'Assemblée, qui devrait, selon toute vraisemblance, rétablir l'article.

Série d'obstructions

Depuis son dépôt au Sénat le 19 juin, la réforme territoriale fut l'objet d'une série d'obstructions à la Haute Assemblée, où le gouvernement affronte l'hostilité de la droite, mais aussi des radicaux de gauche et des communistes, dont les voix lui sont indispensables.

Faon aux crispations, le gouvernement a soufflé le chaud et le froid cette semaine, afin qu'évoquent les discussions sur ce texte qui doit mettre en musique le « big bang » territorial voulu par le président.

François Hollande. En vain.

« Le rejet de la nouvelle carte des régions prive le Sénat de la possibilité de faire entendre sa voix dans ce débat », a aussitôt déploré son président, Jean-Pierre Bel (PS). « Le Sénat d'est tiré une balle dans le pied en rendant cette page blanche et en ne votant rien sur un sujet aussi important », a souligné Jean-François Sueur (PS), le président de l'Influence commission des Lois.

Jean-Claude Guadagnoli reproche, lui, la balle à la majorité. Aux yeux du chef de file des sénateurs UMP, le gouvernement et le groupe PS « portent l'entière responsabilité de cet échec [...] par leur manque d'ouverture ».

P.T.H.